

teraient un alignement plus strict des méthodes d'imposition sur les principes appliqués au niveau international. Autrement dit, dès qu'une entreprise dépasse certaines dimensions, les bénéfiques devraient être répartis uniquement en fonction des comptes de résultats et bilans individuels. De même, il faudrait dans ce cas ventiler au prix de revient les fonctions exercées par la direction centrale, ce qui reviendrait à abandonner le préciput.

Les six autres cantons n'ont pas répondu à l'enquête.

Un seul canton estime que la création d'une nouvelle loi serait nécessaire en vue d'obtenir une meilleure répartition intercantonale des bénéfiques. Huit autres cantons sont d'avis que seule une modification de la pratique et de la jurisprudence actuelle apporterait une solution efficace au problème, dont quatre préconisent une révision partielle de la loi-cadre à titre de mesure de soutien en vue de modifier la pratique actuelle, par exemple par l'introduction d'un article analogue à l'article 24 alinéa 5 LHID ou à l'article 58 alinéa 3 LIFD. Il serait ainsi possible de fixer dans la loi des principes éprouvés de même que des principes nouveaux.

Bien qu'il s'agisse d'un problème intercantonal, l'Administration fédérale des contributions n'entend pas demeurer inactive; elle veillera à ce que l'attribution du droit à la taxation d'une personne morale au canton siège dépende du fait que la direction effective de cette société se trouve bien dans ledit canton.

Au cas où il serait donné suite à l'initiative, l'AFC recommande de demander au Comité de la Conférence des fonctionnaires fiscaux d'Etat de présenter un rapport complémentaire contenant des propositions concrètes.

Selon la Conférence des fonctionnaires fiscaux d'Etat, le Tribunal fédéral a certes privilégié la méthode directe tout au long de sa jurisprudence centenaire, mais il a su faire preuve de flexibilité, comme en témoignent certains cas particuliers. Cet ensemble de règles de conflit construit progressivement, de même que le système actuel, donne toute satisfaction.

3. Ce rapport a fait l'objet d'une discussion au sein de la CER le 25 mai 1992. Les cantons comptant sur leur sol de nombreuses filiales et succursales qui paient peu d'impôts ressentent nettement la situation décrite ci-dessus. Les cantons bénéficiant de recettes fiscales considérables prélevées sur quelques filiales et succursales s'opposent quant à eux à une modification, car ils profitent de la réglementation actuelle. La pratique en matière de taxation diffère en réalité de celle décrite dans le rapport: la méthode directe n'est appliquée qu'aux banques. Le Tessin, qui ne se satisfait pas de la jurisprudence du Tribunal fédéral et du système d'imposition, souhaite que l'Administration fédérale des contributions et la Conférences des directeurs cantonaux des finances édictent des instructions comme dans le cas des banques. Les articles 4 et 21 LHID doivent prévoir que ces instructions concernant la répartition fiscale intercantonale font foi.

Comme un seul canton exige la création d'une nouvelle loi, alors que la majorité des autres cantons se satisfont de la situation actuelle, la légitimation politique fait défaut pour l'adoption d'une solution plus radicale. Après une jurisprudence vieille de plus d'un siècle, une certaine réglementation existe en la matière; la création d'une nouvelle loi fédérale représenterait une tâche ardue et trop lourde pour la commission. La proposition visant à promulguer des instructions permettrait d'obtenir un condensé des prescriptions générales en matière de taxation conformément aux décisions du Tribunal fédéral. On pourrait en tout cas envisager d'inscrire cette règle de répartition fiscale dans la LHID, afin de corriger certains aspects de la pratique du Tribunal fédéral. La CER a tout d'abord décidé, par 13 voix contre 7, de ne pas procéder à d'autres consultations, et ensuite, par 11 voix contre 9 et avec 1 abstention, de ne pas donner suite à l'initiative parlementaire.

Le 26 mai 1992, la CER a voté la transmission d'un postulat 93.3010, dans lequel elle invite le Conseil fédéral à examiner la promulgation de telles instructions. Le Conseil fédéral, dans sa réponse du 28 octobre 1992, s'est déclaré prêt à accepter le postulat 93.3010 (ancien Ad 91.416) et le Conseil national a transmis celui-ci le 18 décembre 1992 sans discussion.

#### *Antrag der Kommission*

Die Kommission beantragt mit 9 zu 11 Stimmen bei 1 Enthaltung, der Initiative keine Folge zu geben.

#### *Proposition de la commission*

La commission propose, par 11 voix contre 9 et avec 1 abstention, de ne pas donner suite à l'initiative.

#### *Angenommen – Adopté*

92.423

### **Parlamentarische Initiative (Zisyadis) Erleichterte Einbürgerung für staatenlose Kinder Initiative parlementaire (Zisyadis) Naturalisation facilitée pour les enfants apatrides**

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

#### *Wortlaut der Initiative vom 15. Juni 1992*

Gestützt auf Artikel 21bis des Geschäftsverkehrsgesetzes unterbreite ich eine parlamentarische Initiative in der Form einer allgemeinen Anregung, die darauf abzielt, die gesetzlichen Bestimmungen über die Einbürgerung zu lockern.

Der Bund wird ersucht, die gesetzlichen Bestimmungen in dem Sinne zu ändern, dass staatenlose Kinder eingebürgert werden können, die in unserem Land geboren sind, aber die Altersgrenze für ein Einbürgerungsgesuch noch nicht erreicht haben.

#### *Texte de l'initiative du 15 juin 1992*

Conformément à l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je propose une initiative parlementaire rédigée en termes généraux, visant à assouplir les dispositions légales en matière de naturalisation.

La Confédération est invitée à modifier les dispositions légales permettant d'accorder la naturalisation à des enfants apatrides nés dans notre pays, mais n'ayant pas atteint l'âge limite pour le dépôt de la demande de naturalisation.

Frau Zölch unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

Wir unterbreiten Ihnen gemäss Artikel 21ter des Geschäftsverkehrsgesetzes den Bericht der vorprüfenden Kommission über die von Herrn Zisyadis am 15. Juni 1992 eingereichte Initiative. Die Initiative verlangt eine erleichterte Einbürgerung für in der Schweiz geborene staatenlose Kinder.

Die Kommission hat am 14. Mai 1993 den Initianten angehört.

#### *Begründung des Initianten*

Artikel 7 der internationalen Konvention über die Rechte des Kindes legt das Recht fest, eine Nationalität zu erlangen.

In unserem Land leben zahlreiche Kinder, die hier die ganze Schulpflicht absolviert haben, aber keine Staatsbürgerschaft besitzen. Sie können ihr Einbürgerungsgesuch erst mit 16 Jahren einreichen, obwohl viele von ihnen genügend lange hier sind, um ihr Recht auf Einbürgerung geltend zu machen. Diese Limite lässt sich für Jugendliche, die schon eine Staatsbürgerschaft besitzen, noch akzeptieren; sie diskriminiert hingegen staatenlose Jugendliche und behindert sie in ihrem Alltag.

Mit einer entsprechenden Aenderung unserer gesetzlichen Bestimmungen in diesem Sinne würden diese mit der Konvention über die Rechte des Kindes in Uebereinstimmung gebracht.

#### *Erwägungen der Kommission*

##### 1. Beurteilung des Regelungsbedarfes

Das Anliegen des Initianten wurde in der Kommission im Grundsatz nicht bestritten. Die in der Schweiz geborenen staatenlosen Kinder und Jugendlichen sollten nicht wie bisher auf den manchmal langen und schwierigen Weg der ordentlichen Einbürgerung verwiesen bleiben. Der Bund sollte daher durch eine Aenderung von Artikel 44 der Bundesverfassung die Kompetenz erhalten, die Einbürgerung dieser zahlenmässig sehr kleinen Gruppe zu erleichtern.

##### 2. Weiteres Vorgehen

Gemäss Artikel 21ter GVG hat die Kommission insbesondere zu berichten über allfällige bisherige Arbeiten von Parlament und Verwaltung zum aufgeworfenen Thema, über Zeitplan und Aufwand der parlamentarischen Arbeit und über die Möglichkeit, das angestrebte Ziel mit einem an den Bundesrat gerichteten Vorstoss zu erreichen.

Der Bundesrat hat am 28. Oktober 1992, also ein halbes Jahr nach Einreichung der parlamentarischen Initiative, eine Botschaft und einen Beschlussentwurf für eine Aenderung von Artikel 44 der Bundesverfassung zuhanden der eidgenössischen Räte verabschiedet. Dieser Entwurf sieht eine erleichterte Einbürgerung junger, in der Schweiz aufgewachsener Ausländer vor. Diese Vorlage wurde dem Ständerat zur Erstbehandlung zugewiesen und wird voraussichtlich in der Winter-session 1993 oder in der Frühjahrs-session 1994 vom Nationalrat beraten werden. Die Verwirklichung des Anliegens der Initiative wird in diesem Rahmen geprüft werden können. Wird der Initiative Folge gegeben, so entsteht also voraussichtlich kein grösserer zusätzlicher Aufwand. Wird die Forderung mit der bevorstehenden Verfassungsrevision erfüllt, so kann die Initiative abgeschlossen werden. Sollte sich das Anliegen nicht in diesem Rahmen erfüllen lassen, so wird die Staatspolitische Kommission zu prüfen haben, ob die Initiative dennoch abgeschlossen werden oder aber auf andere Weise weiterverfolgt werden soll. Weil das Anliegen des Initianten voraussichtlich in naher Zukunft in die Beratung einer Vorlage eingebracht werden kann, ergäbe es keinen Sinn, im jetzigen Zeitpunkt dem Bundesrat mit einer Motion einen entsprechenden Auftrag erteilen zu wollen.

M<sup>me</sup> **Zölch** présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

Nous vous soumettons, conformément à l'article 21ter de la loi sur les rapports entre les conseils, le rapport de la commission chargée de l'examen préalable de l'initiative parlementaire déposée par M. Zisyadis le 15 juin 1992. L'initiative vise à introduire une naturalisation assouplie pour les enfants apatrides nés en Suisse.

La commission a entendu l'auteur de l'initiative le 14 mai 1993.

#### *Développement de l'auteur de l'initiative*

L'article 7 de la Convention internationale sur les droits de l'enfant insiste sur le droit à acquérir une nationalité.

Notre pays est habité par de nombreux enfants qui y sont nés et y ont effectué toute leur scolarité, mais sans nationalité. De plus, ils n'ont pas la possibilité d'effectuer leur demande de naturalisation avant l'âge de 16 ans, alors même qu'ils ont souvent accumulé un nombre d'années suffisant pour faire valoir leur droit à la naturalisation.

Si cette limite peut être admise pour les jeunes qui sont déjà au bénéfice d'une nationalité, par contre elle est discriminatoire pour les jeunes apatrides et les handicapés dans leur vie quotidienne.

Une modification des dispositions légales nous mettra en conformité avec la Convention sur les droits de l'enfant.

#### *Considérations de la commission*

##### 1. Nécessité d'une réglementation

La requête de l'auteur de l'initiative n'a pas été contestée par la commission. Les enfants et jeunes gens apatrides nés en Suisse ne devraient plus être soumis aux voies parfois longues et difficiles de la naturalisation ordinaire. La Confédération devrait donc, par une modification de l'article 44 de la Constitution fédérale, se voir attribuer la compétence d'assouplir la naturalisation de ce groupe très peu nombreux de la population.

##### 2. Procédure à suivre

Conformément à l'article 21ter LREC, la commission fait rapport en particulier sur: l'état des travaux sur le même objet dans l'Assemblée fédérale et dans l'administration; l'ampleur et le calendrier du travail parlementaire qu'imposerait l'initiative; et la possibilité d'atteindre le but visé par une intervention adressée au Conseil fédéral.

Le 28 octobre 1992, soit six mois après le dépôt de l'initiative parlementaire, le Conseil fédéral a soumis au Parlement un message et un projet d'arrêté visant à modifier l'article 44 de la Constitution fédérale. Ce projet prévoit d'assouplir la naturalisation de jeunes étrangers élevés en Suisse. Ce projet a été transmis au Conseil des Etats pour un premier traitement et sera inscrit à l'ordre du jour du Conseil national vraisemblablement à la session d'hiver 1993 ou de printemps 1994. Les requêtes contenues dans l'initiative pourront ainsi être examinées dans ce contexte. Au cas où suite serait donnée à l'initiative, il n'en résulterait probablement pas un surcroît de travail important. Si la requête de l'auteur de l'initiative est concrétisée par la présente révision constitutionnelle, cette même initiative pourra être classée. Si tel ne devait pas être le cas, la Commission des institutions politiques devrait alors examiner s'il y a tout de même lieu de classer l'initiative ou de persister en empruntant d'autres voies. Du moment que la requête de l'auteur de l'initiative pourra, probablement dans un proche avenir, être traitée dans le contexte d'un projet y relatif, vouloir à l'heure actuelle donner au Conseil fédéral, par voie de motion, un mandat correspondant n'a pas beaucoup de sens.

#### *Antrag der Kommission*

Die Kommission beantragt mit 17 zu 1 Stimmen bei 2 Enthaltungen, der Initiative Folge zu geben.

#### *Antrag Giger*

Der Initiative keine Folge geben

#### *Schriftliche Begründung*

Nebst dem Bundesbeschluss über die erleichterte Einbürgerung junger Ausländer (92.079), welcher letzte Woche im Ständerat diskussionslos und einstimmig verabschiedet worden ist, liegen noch mindestens vier weitere parlamentarische Vorstösse, das Bürgerrecht betreffend, auf dem Tisch des Hauses. Ich verstehe nicht, warum die hängigen Vorstösse in Fragen der Bürgerrechtsgesetzgebung nicht gemeinsam behandelt oder in eine gesamtheitliche Betrachtung mit einbezogen werden. Die angewendete Salomitaktik in der Aenderung des Bürgerrechts in einer für unser Land einschneidenden Frage, kann nicht unwidersprochen hingenommen werden. Stossend wirkt auch die Geringschätzung des Ratsbüros diesen Fragen gegenüber, indem solche Geschäfte immer in die Kategorie V und in parlamentarische Randzeiten abgeschoben, das heisst der Diskussion entzogen werden.

Auffallend ist ferner, dass diese Vorstösse praktisch immer aus der gleichen grossstädtischen Region unseres Landes stammen. Offenbar will man nicht einsehen, dass unser Land unterschiedliche Bevölkerungsstrukturen aufweist. Nebst städtischen Verhältnissen haben wir auch Gegenden mit ländlichem Charakter, welche in einer objektiven Betrachtungsweise mitberücksichtigt werden müssen. Gerade aus solchen Ueberlegungen dürfen den Kantonen in diesen entscheidenden Bürgerrechtsfragen nicht laufend die Grundlagen föderalistischer Entscheidungsfreiheit entzogen werden.

Die parlamentarische Initiative Zisyadis ist abzulehnen. Die soeben vom Ständerat verabschiedete Vorlage kommt diesem Begehren weitestgehend entgegen.

Von der Staatspolitischen Kommission möchte ich ohnehin noch abgeklärt haben, wie viele von dieser Aenderung betrof-

fene staatenlose Kinder sich in unserem Land aufhalten, und ferner, wie man heutzutage überhaupt noch staatenlos wird.

#### *Antrag Steinemann*

Der Initiative keine Folge geben

#### *Schriftliche Begründung*

Rechtlich staatenlose Personen gibt es heute fast nicht mehr. Junge, in der Schweiz aufgewachsene Ausländer fallen nicht unter Staatenlose. Für die ganz wenigen Fälle sollte keine Aenderung der Bundesverfassung ausgelöst werden. Die allfälligen Nachteile sind keinesfalls derart gravierend, dass dieser parlamentarischen Initiative jetzt Folge gegeben werden müsste.

#### *Antrag Keller Rudolf*

Rückweisung an die Kommission

mit dem Auftrag, die betroffenen Kreise (Bürgergemeindeverband, Gemeindeverband, Kantone) anzuhören und erst dann über die Vorlage zu befinden.

#### *Schriftliche Begründung*

Einbürgerung ist die Domäne der Gemeinden und Kantone. Es geht nicht an, über den Kopf der Betroffenen eine erleichterte Einbürgerung zu beschliessen.

#### *Proposition de la commission*

Par 17 voix contre 1 et avec 2 abstentions, la commission propose de donner suite à l'initiative.

#### *Proposition Giger*

Ne pas donner suite à l'initiative

#### *Proposition Steinemann*

Ne pas donner suite à l'initiative

#### *Proposition Keller Rudolf*

Renvoi à la commission

avec le mandat de procéder à des auditions des milieux concernés (communes bourgeoises, associations de communes, cantons) et, seulement après, de porter une appréciation sur le projet.

#### *Ordnungsantrag Miesch*

Behandlung in Kategorie III

#### *Motion d'ordre Miesch*

Traitement en catégorie III

**Miesch:** Es ist auffallend, dass in letzter Zeit einige Vorstösse, welche die Einbürgerung betreffen, ungeschaut jeweils am Ende einer Session noch quasi als Anhängsel behandelt werden. In einer Art Salamtaktik werden den Bürgergemeinden Kompetenzen auf einem Gebiet weggenommen, wo sinnvollerweise sie und nicht der Bund zuständig sind. Als Präsident des Verbandes der basellandschaftlichen Bürgergemeinden bin ich nicht grundsätzlich gegen Einbürgerungen, aber höchst interessiert daran, dass Menschen dort eingebürgert werden, wo sie zu Hause sind, wo sich die Einbürgerungswilligen wohl fühlen, wo man sie kennt und damit sicherstellt, dass die Eingebürgerten ein Zuhause bekommen.

Nun sollen also durch Vorstösse wie zum Beispiel denjenigen von Herrn Zisyadis auf diesem Gebiet den Gemeinden Kompetenzen entzogen werden, und eine weitere bewährte föderalistische Lösung fällt weg. Dieses Vorgehen muss und soll aufgrund meiner Erfahrung in diesem Saal diskutiert werden. Ich bitte Sie höflich, meinem Ordnungsantrag, dieses Geschäft in Kategorie III zu beraten, zuzustimmen, um eine kurze Diskussion zu ermöglichen.

#### *Abstimmung – Vote*

Für den Ordnungsantrag Miesch

20 Stimmen

Dagegen

64 Stimmen

**David,** Berichterstatter: Ich spreche zur Initiative Zisyadis, weil zwei gleichlautende, schriftlich begründete Anträge vorliegen:

ein Antrag Steinemann und ein Antrag Giger. Beide Antragsteller beantragen, der Initiative sei keine Folge zu geben. Ich möchte kurz auf diese Anträge eingehen.

Beide Antragsteller stellen in der Antragsbegründung Fragen. Sie erkundigen sich, wie viele Kinder von dieser Regelung betroffen sind. Es leben nach der Statistik 53 staatenlose bis 14jährige Kinder in der Schweiz, die von der anvisierten Regelung betroffen wären. Sie sehen, es geht um eine sehr geringe Zahl.

Die zweite Frage, die gestellt wird, ist die, ob die Angelegenheit nicht im Zusammenhang mit der vom Ständerat soeben verabschiedeten Vorlage über die erleichterte Einbürgerung ausländischer Jugendlicher behandelt werden könnte. Es ist so, dass der Nationalrat das tun kann. Wir befinden uns erst im Vorprüfungsverfahren. Im Vorprüfungsverfahren wird nur darüber entschieden, ob überhaupt ein Handlungsbedarf vorliegt. Wird ein solcher bejaht, dann wird die Staatspolitische Kommission diese Initiative zusammen mit dem neuen Verfassungsartikel über die erleichterte Einbürgerung von ausländischen Jugendlichen, der demnächst in die Kommission kommen wird, behandeln.

In den Anträgen wird geltend gemacht, die Bürgergemeinden hätten ihre Stellungnahme nicht einbringen können. Auch das trifft zu. Wir haben die Bürgergemeinden im Vorprüfungsverfahren nicht angehört. Aber es ist für alle, die den Verfahrensablauf kennen, selbstverständlich, dass bei der materiellen Behandlung der Initiative die Bürgergemeinden angehört werden. Wir werden diese und auch andere interessierte Kreise zum Inhalt dieser Initiative anhören. Es ist nicht empfehlenswert, bereits im Vorprüfungsverfahren Anhörungen durchzuführen. Damit glaube ich, dass ich die Fragen der Antragsteller beantwortet habe.

In der Sache selbst beantrage ich Ihnen wie die Kommission – diese in einem Verhältnis von 17 zu 1 Stimmen –, der Initiative Folge zu geben.

Wie erwähnt, betrifft sie einen relativ kleinen Personenkreis. Wir sind jedoch der Meinung, dass Handlungsbedarf besteht und für staatenlose Kinder eine adäquate Lösung getroffen werden soll. Es sind heute weltweit Bestrebungen im Gange, die Staatenlosigkeit unter allen Umständen zu vermeiden, weil mit der Staatenlosigkeit für die Betroffenen grosse Nachteile verbunden sind. Es ist klar, dass dies für Kinder im Alter bis zu 14 Jahren besonders zutrifft.

Aus diesen Gründen beantrage ich Ihnen die Kommission, es sei der Initiative Folge zu geben. Die Staatspolitische Kommission wird Ihnen in einer zweiten Phase einen Vorschlag unterbreiten, wie das Problem gelöst werden könnte.

**M. Borel François,** rapporteur: Si je prends la parole dans cet objet traité en catégorie V, c'est que vous avez deux propositions, l'une de MM. Giger et Steinemann, qui proposent de ne pas donner suite, et l'une de M. Keller Rudolf, qui propose de renvoyer l'objet à la commission. Les développements en allemand vous ont été distribués par écrit.

Les développements écrits contiennent un certain nombre de questions et je vais brièvement y répondre. Tout d'abord, les auteurs des propositions s'inquiètent du nombre d'étrangers qui seraient concernés. L'ordre de grandeur du nombre d'enfants concernés par l'initiative parlementaire Zisyadis est, à l'heure actuelle, de 35 enfants. Il s'agit donc de résoudre quelques cas particuliers.

Ensuite, je vous rappelle que nous sommes dans la première phase du traitement de l'initiative, que nous devons lui donner suite ou non et que, dans un deuxième temps, la commission reviendra avec des propositions concrètes qui peuvent être une proposition permettant d'accorder la naturalisation facilitée à ces 35 enfants, mais qui peuvent être aussi le contraire, c'est-à-dire que, à l'heure actuelle, il est inopportun de donner suite à l'initiative parlementaire Zisyadis. Votre commission a toute latitude pour choisir entre ces deux options.

C'est donc parce qu'il ne connaissait pas la procédure adoptée dans notre conseil que le comité de la Fédération suisse des bourgeoises et corporations s'est ému de ne pas avoir été entendu. Il n'est pas d'usage de faire des auditions lors du premier examen des initiatives parlementaires, auquel il ne s'agit

pas de consacrer trop de temps, mais il est bien entendu dans l'intention de la commission d'entendre tous les milieux concernés, y compris la Fédération suisse des bourgeoisies et corporations, lorsque vous aurez accepté de donner suite à l'initiative parlementaire Zisyadis, ce qui permettra à votre commission d'entrer en matière et de l'examiner sur le plan matériel.

Dans son développement, M. Giger critique la tactique du salami. Je crois que là aussi nous avons été mal compris. C'est exactement le contraire que nous proposons. Le Conseil des Etats a examiné la modification de l'article 44 de la constitution pour permettre une naturalisation facilitée des jeunes étrangers. Pour ne justement pas traiter en salami les objets, nous vous proposons de donner suite à l'initiative parlementaire Zisyadis afin d'examiner celle-ci en même temps que la proposition du Conseil des Etats, qui va nous être transmise tout prochainement et qui sera traitée entre cette session et la session d'hiver par notre commission. Nous pourrions donc proposer non pas une solution parcellaire, mais plutôt une solution qui regroupe des propositions concernant toutes les initiatives, qu'elles aient été prises sous forme de postulat, motion ou, dans le cas de celle de M. Zisyadis, sous forme d'initiative parlementaire. C'est donc pour faire un examen global de la situation que votre commission vous propose de donner suite dans un premier temps à cette initiative.

Cette décision de votre commission a été prise de manière très nette, par 17 voix contre 1. C'est la raison pour laquelle je vous invite à refuser le renvoi à la commission ainsi qu'à donner suite à l'initiative, contrairement à la proposition Giger et Steinemann.

**Giger:** Ich möchte Kollege David für die Beantwortung meiner Fragen danken, die die staatenlosen Kinder betreffen, die hier eingebürgert werden könnten. Was er mir nicht beantwortet hat, ist die Frage, wie man überhaupt staatenlos wird. Ich habe geglaubt, das sei ein Relikt aus dem Ersten oder zum Teil noch aus dem Zweiten Weltkrieg. Ich hätte diese Frage gern beantwortet gehabt.

Solche Informationen dürften eigentlich im Vorfeld der Behandlung dieser Geschäfte bekanntgegeben werden. Ich möchte einfach kurz sagen: Ich bin kein Gegner der Einbürgerung, im Gegenteil. Als Präsident einer Bürgergemeinde habe ich schon sehr viele Ausländer eingebürgert, in letzter Zeit einige jugoslawische Familien. Ich möchte nur, dass diese Geschäfte nicht immer in Randzeiten behandelt würden, dass sie etwas seriöser vorbereitet und dass mehr Informationen geliefert würden.

**David, Berichterstatter:** Der Antrag Keller Rudolf ist zurückgezogen worden, er steht nicht mehr zur Diskussion. Herr Keller hat seinen Antrag deshalb zurückgezogen, weil er Rückweisung an die Kommission beantragte. Mit dem Folgegeben geschieht nichts anderes: Das Geschäft wird zur Weiterbearbeitung der Kommission zugewiesen.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission (Folge geben)	88 Stimmen
Für den Antrag Giger/Steinemann (keine Folge geben)	41 Stimmen

93.3361

## Motion Zisyadis Die Schweiz und der Friedensprozess in Korea Suisse et processus de paix en Corée

#### Wortlaut der Motion vom 18. Juni 1993

Ich ersuche den Bundesrat, die Initiative zu ergreifen und die beteiligten Parteien einzuladen, Verhandlungen zu führen, um diesen Waffenstillstand in einen Friedensvertrag umzuwandeln. Indem die Schweiz den beteiligten Parteien ihre Gastfreundschaft und ihre Guten Dienste anbietet, kann sie dazu beitragen, ihnen Hoffnung auf Frieden in ihrem Gebiet zu geben.

#### Texte de la motion du 18 juin 1993

Je demande au Conseil fédéral de prendre l'initiative d'inviter les parties en présence à ouvrir des négociations pour transformer cet armistice en accord de paix, et dans ce but, d'offrir l'hospitalité et les bons offices de notre pays aux parties en présence, afin d'ouvrir des perspectives de paix dans la région.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Carobbio, de Dardel, Herczog, Spielmann, Ziegler Jean (5)

#### Schriftliche Begründung – Développement par écrit

L'armistice signé entre les parties engagées dans la guerre de Corée aura 40 ans le 27 juillet prochain. Depuis quelques années, des processus positifs ont été engagés dans la péninsule coréenne en faveur du désarmement, de la paix et de la réunification du pays. Ces processus ont brutalement été remis en cause par un regain de tensions provoqué à la fois par la reprise des exercices militaires «Team Spirit» américains et la décision de la Corée du Nord de quitter le Traité de non-prolifération atomique.

Cette crise semble être en partie résolue par la reprise des discussions directes entre les USA et la Corée du Nord. Ces récents développements, ainsi que les propositions en dix points pour la réunification par la Corée du Nord, comme aussi l'élection d'un nouveau président démocratiquement élu en Corée du Sud, ouvrent la voie à une solution des problèmes, qui divisent le peuple coréen et perpétuent le risque de guerre. Les conditions semblent favorables à une relance des processus de paix.

#### Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 8. September 1993

#### Rapport écrit du Conseil fédéral

du 8 septembre 1993

Le Conseil fédéral souhaite vivement que la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée passent le plus rapidement possible de la confrontation qui caractérise actuellement leurs relations à une paix définitive, voire à la réunification, et contribuent ainsi à la paix et à la stabilité dans la région. Des progrès appréciables dans ce sens ont déjà été réalisés, en particulier par l'adoption de l'accord sur la réconciliation, la non-agression, la collaboration et les échanges entre le Nord et le Sud, le 13 décembre 1991. L'objectif donné à cet accord est le remplacement de l'actuel armistice par un règlement pacifique. Mais le dialogue direct reste difficile, comme le montre son interruption durant ces derniers mois en raison du lien établi entre sa progression et la question nucléaire.

Sa reprise devrait toutefois avoir lieu à très bref délai. En effet, selon le communiqué de presse publié à l'issue des négociations tenues du 14 au 19 juillet 1993 entre les Etats-Unis et la République populaire démocratique de Corée à Genève, Pyongyang a notamment accepté l'ouverture dès que possi-

## **Parlamentarische Initiative (Zisyadis) Erleichterte Einbürgerung für staatenlose Kinder**

## **Initiative parlementaire (Zisyadis) Naturalisation facilitée pour les enfants apatrides**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1993
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	15
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	92.423
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	08.10.1993 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1944-1947
Page	
Pagina	
Ref. No	20 023 225

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.